

forte détermination à partager avec les défavorisés de ce monde qu'on ne le croit généralement. Or, si l'opinion canadienne ne s'oppose guère au rôle modeste joué par le Canada dans le Tiers monde, elle manifeste malheureusement encore moins un désir croissant de voir le Canada en faire beaucoup plus.

L'Institut canadien de l'opinion publique (ICOP) rapportait en 1975 que 72 p. cent des Canadiens considéraient que les pays industrialisés devraient assumer conjointement la responsabilité du développement du Tiers monde, tandis que plus de la moitié (53 p. cent) se déclaraient en faveur d'un accroissement de l'aide économique aux pays moins avancés. D'autres sondages ont révélé par ailleurs que le public canadien éprouve un degré de satisfaction peu justifié à l'égard de la contribution du Canada au développement international et qu'il se montre peu disposé à consentir des sacrifices pour la rendre plus efficace; ainsi, l'ICOP rapportait en 1968 que les deux tiers de la population canadienne rejetaient l'idée d'avoir à payer plus d'impôts pour aider les nations plus défavorisées.

Variations d'opinions

Les opinions diffèrent grandement au sein même de l'élite de notre politique étrangère. Il n'est pas surprenant que ce soient les hauts fonctionnaires de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui souhaitent le plus ardemment voir doubler le montant de l'aide canadienne. On pourrait ne pas tenir compte de leur opinion sous prétexte que l'ACDI a un intérêt évident à disposer d'un important budget de développement; on pourrait même pousser le cynisme jusqu'à dire que c'est le souci de leur propre intérêt qui incite les responsables de l'ACDI à rejeter, par une forte majorité, l'idée d'acheminer la plus grande partie de l'aide canadienne par l'entremise d'organismes multilatéraux efficaces. L'ACDI concrétise cependant bien sa sympathie à l'égard des aspirations du Tiers monde par l'appui relativement important qu'elle accorde à l'égalité raciale et à la libération nationale, et par le fait qu'elle constitue le seul sous-groupe à préconiser l'abolition rapide des tarifs frappant les importations en provenance des pays moins développés. Les responsables de l'ACDI se montrent par ailleurs les plus enclins à insister sur le fait que les besoins des pays bénéficiaires doivent constituer le critère essentiel de l'aide, et à rejeter la promotion des exportations canadiennes en tant qu'objectif important de notre politique d'aide. Enfin, ils sont unanimes à s'opposer à l'utilisation de l'aide comme

moyen de pression politique.

Le contraste le plus frappant nous est fourni par les membres de l'establishment militaire. Ceux-ci se montrent en effet les moins enclins à percevoir de l'altruisme dans la politique canadienne d'aide ou à considérer qu'il devrait constituer un facteur important de cette politique, et les moins disposés à situer la source de l'instabilité mondiale dans le Tiers monde ou à admettre que la paix dépend de la réduction de l'écart entre pays riches et pays pauvres. Ils constituent par ailleurs le seul sous-groupe à soutenir majoritairement que la lutte contre le communisme doit constituer un objectif important de l'aide; ils sont les plus unanimes à se prononcer en faveur de la promotion de la stabilité dans les pays bénéficiaires. Ils considèrent par contre que l'aide canadienne ne doit en aucun cas viser la libération nationale et sont les moins enclins à préconiser des restrictions aux relations du Canada avec des pays qui font de la discrimination raciale un élément de leur politique officielle. A en juger par ces réponses, il est difficile d'attribuer à un sentiment d'altruisme l'enthousiasme des militaires à l'égard du rôle assumé par le Canada en faveur du maintien de la paix. A la vérité, il est possible que la réticence des militaires devant les aspirations du Tiers monde leur soit dictée par la crainte de voir notre générosité s'exercer aux dépens du budget de la défense.

Les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures se révèlent les plus préoccupés de la politique intérieure du Canada. Ils se montrent en effet trois fois plus enclins que leurs confrères de l'Industrie et du Commerce à considérer la promotion de la cohésion à l'intérieur du Canada comme un objectif important de l'aide canadienne et deux fois plus disposés à tirer parti de l'aide pour resserrer les liens du Canada avec la Francophonie; il faut dire qu'ils sont peut-être plus au courant de la manière adroite dont l'aide économique canadienne a été utilisée pour saper la campagne de consolidation de la position du Québec en Afrique occidentale *francophone* et pour apaiser ceux qui accusaient la politique étrangère canadienne de ne pas tenir compte du «fait français». Ce souci de la cohésion interne du Canada ne devrait pas surprendre ceux qui se souviennent avoir entendu plusieurs premiers ministres affirmer que le but premier de la politique étrangère du Canada doit être la préservation de l'unité canadienne. Il est par contre moins facile d'expliquer pourquoi les fonctionnaires des Affaires extérieures sont les moins enclins à favoriser l'abolition des tarifs frappant les importa-